

**JOURNÉE DE SENSIBILISATION CONTRE LE TRAVAIL
DES ENFANTS À ORAN**

Des statistiques loin de la réalité

A l'occasion de la Journée mondiale contre le travail des enfants, qui se tient chaque année le 12 juin, l'inspection régionale du Travail, relevant de la wilaya d'Oran, a organisé, mercredi dernier, une journée de sensibilisation et d'information sur la prévention et la lutte contre le travail des enfants. La rencontre a eu lieu au siège de l'Institut national de la formation professionnelle.

Durant cette rencontre, le constat du «vide» statistique concernant le nombre d'enfants qui travaillent à Oran, ou ailleurs au niveau national, est en grande partie dû au fait que les enfants exercent généralement dans le secteur privé où l'employeur échappe aux impôts, et ce, faute de déclaration de la nature de l'activité et du nombre d'employés. Ce qui ne facilite pas l'intervention de l'inspection du Travail.

Cette journée de sensibilisation a permis à l'assistance de prendre connaissance des textes et règlements en vigueur relatifs à l'interdiction des pires formes de travail des enfants, de même qu'à l'âge légal du travail et aux droits de l'enfant.

Durant son intervention, l'inspecteur régional du Travail de la wilaya d'Oran a fait

savoir que deux études ont été réalisées en 2002 et 2006 au niveau national par l'inspection du Travail ; l'une a révélé qu'au niveau des 5 847 entreprises inspectées, sur les 16 895 employés qu'elles comptent, 95 n'ont pas atteint l'âge légal du travail, soit un taux de 0,56%.

Quant à celle de 2006, réalisée au niveau de 3 853 établissements, sur un effectif de l'ordre de 28 840 travailleurs salariés, 156 n'ayant pas atteint 16 ans, soit un taux de 0,54%. Selon l'intervenant, ces deux études permettent de confirmer que l'Algérie n'est nullement inquiétée et non concernée par les pires formes du travail des enfants.

S'agissant de la région ouest recouvrant six wilayas (Oran, Mascara, Mostaganem, Sidi-Bel-Abbès, Tlemcen et

Aïn Témouchent), en 2006, une étude avait touché 394 entreprises employant 2 115 travailleurs, et 12 cas d'enfants de moins de seize ans y exerçant ont été relevés alors que 19 cas de mineurs n'ayant pas d'autorisation de leurs tuteurs ont été signalés par les inspecteurs lors de cette enquête.

Une représentante de la formation professionnelle à Oran, pour sa part, fera savoir à l'assistance qu'annuellement les services de la formation professionnelle à Oran reçoivent 3 000 enfants âgés de 15 ans et qu'actuellement elle compte entre 7 000 et 7 800 apprentis. Et de conclure : «L'objectif de la formation professionnelle est d'empêcher l'exploitation de ces enfants qui peuvent suivre des formations et de leur permettre d'entrer dans le monde du travail plus mûrs avec un bagage professionnel leur permettant de mieux s'orienter vers des métiers qu'ils maîtrisent et en connaissant les règles, les devoirs et les droits de chacun.» Parmi les raisons qui poussent les enfants à aller travailler, l'oisiveté et la

misère ; l'oisiveté survient une fois que l'enfant a quitté l'école. Abondant dans ce sens, le représentant de l'éducation notera, chiffres à l'appui, que le taux d'abandon de l'école n'est pas aussi significatif pour constituer l'une des principales raisons du travail de ces enfants.

Pour la rentrée scolaire 2006/2007, au niveau du cycle primaire, sur les 160 888 inscrits, environ 0,5% des élèves ont quitté l'école. Au niveau du moyen, sur les 83 607 inscrits, l'on enregistre un taux de 2% de déperdition scolaire, alors qu'au niveau du secondaire, sur les 32 092 inscrits, on a un pourcentage de 1,4%.

Tous ces chiffres et ces statistiques ne peuvent malheureusement pas refléter la réalité car ils n'incluent pas tous ces enfants qui ramassent du plastique, fouillent dans les ordures, les porteurs, les mendiants qui obéissent à des cercles mafieux qui les exploitent.

La prise de conscience de tous et la lutte contre le travail des enfants est plus que jamais une affaire de tous.

A. B.

ALORS QUE 34 000 DEMANDES D'EMPLOI SONT DÉPOSÉES À TIARET

**Quelles solutions à l'ère du nouveau
dispositif d'insertion des jeunes ?**

Près de 60 % des chômeurs inscrits au niveau des agences et des bureaux communaux dans la wilaya de Tiaret sont sans diplôme.

C'est ce que nous a déclaré, jeudi dernier, le directeur de l'emploi à l'issue d'une cérémonie de remise de contrats de travail au profit d'un échantillon de jeunes inscrits au titre du dispositif nouvellement mis en vigueur et qui concerne, selon la même source, trois catégories distinctes de postulants.

Il s'agit en fait des diplômés et des techniciens supérieurs, des sortants des

centres de formation professionnelle et du secondaire et enfin des non-diplômés. Même si pour les pouvoirs centraux, cette nouvelle version est qualifiée d'efficace du fait du privilège qu'elle accorde au secteur économique par rapport à l'ancien système basé, quant à lui, sur le volet social, certains observateurs locaux estiment qu'elle doit trouver sa réussite dans la réalité des

besoins exprimés, loin des quotas limités, sachant que pas moins de 34 000 dossiers de demandes d'emploi sont à ce jour déposées auprès des services concernés.

De leur côté, plusieurs entreprises privées notamment avaient manifesté leur disponibilité à offrir des postes d'emploi aux chômeurs, mais les mécanismes régissant ce secteur restent en revanche loin de satisfaire la forte demande illustrée, faut-il le préciser, par les énormes voire interminables files

d'attente durant trois mois devant les portes de la Direction de l'action sociale et celle de l'emploi.

Idem pour les collectivités locales et les administrations publiques qui enregistrent, pour elles seules, un déficit de 10 912 emplois.

Il convient de signaler que l'opération de placement des jeunes dans le secteur économique, auquel il est accordé la priorité absolue, a atteint jusque-là quelque 242 postes au moment où l'offre théorique est de 1 250 pour avoisiner,

selon les prévisions arrêtées, 1 500 postes de travail avant la fin du mois de juillet, nous fait-on savoir.

A noter que les projets appelés à voir le jour dans la wilaya de Tiaret, tels la raffinerie, le port sec, la voie ferroviaire, le marché de gros de fruits et légumes, sont aussi perçus comme une aubaine pour les sans-emploi tant que les opportunités de création de postes de travail s'avèrent d'ores et déjà... considérables.

Mourad Benameur

RUE LARBI-BEN-M'HIDI-ALGER

Racolage d'un nouveau genre

Nouvelle tendance des plus hallucinantes dans les rues d'Alger, plus précisément à la rue Larbi-Ben-M'hidi. Les passants, notamment la gent féminine, ne cessent de faire les frais d'un comportement des plus agaçants.

Des jeunes, postés aux alentours de l'APC d'Alger-centre, n'hésitent pas à les agripper en leur criant : «*Kach ma t'biina*, madame ?» (t'as pas quelque chose à vendre ?).

Ces énergumènes sont à l'affût du moindre objet de

valeur : bijou, or cassé, portable... Un marché parallèle s'organise ainsi sous l'œil indifférent des services de sécurité. Un peu plus loin, c'est un salon de glaces qui s'y met lui aussi.

Une jeune serveuse, se tenant debout à l'entrée de ce

commerce, «racole» sans vergogne les clients. Elle pousse le bouchon jusqu'à tirer les passants par la manche en les poussant à l'intérieur. «Venez goûter nos glaces ou manger un sandwich», supplie-t-elle presque avec un sourire forcé.

Entre les sempiternels «*rana h'na aâ mou !*» qui fusent de tous les trottoirs à la seconde où vous garez votre véhicule, au forcing des commerçants, impatientes de

faire leur beurre quitte à vous harceler, nous, pauvres citoyens, sommes complètement perdus.

Question à deux sous : pourrions-nous un jour flâner dans les rues d'Alger sans être constamment importunés, agressés et harcelés ? Que font les autorités concernées pour remettre un peu d'ordre dans ces nouveaux comportements qui prennent de plus en plus d'ampleur ?

Sabrina Inal

BLIDA

**Le voleur de scooters
sous les verrous**

Soulagement et tranquillité chez les possesseurs de scooters. En effet, le voleur qui a suscité, pendant des mois, un affolement indescriptible chez les motocyclistes de Blida et plus particulièrement ceux de la commune de Ouled-Yaïch, vient d'être arrêté et présenté, mercredi dernier, à la justice qui l'a écroué.

Si jusqu'à maintenant, uniquement six victimes se sont manifestées et ont déposé une plainte, nous croyons savoir, toutefois, que plusieurs scooters de luxe ont disparu bizarrement mais reste à savoir si c'est le même auteur qui est derrière ces disparitions.

Il importe de souligner que ce voleur de scooters qui répond aux initiales de B. O. et âgé de 22 ans n'a été appréhendé qu'à l'issue d'une minutieuse souricière tendue par les éléments de la police de la sûreté de daïra de Ouled-Yaïch.

Il a été placé sous mandat de dépôt avec son complice, âgé de 28 ans, qui se chargeait de revendre les scooters volés.

M. B.

BÉJAÏA

**Les sièges de l'APC
et de la daïra d'Akbou
fermés depuis trois jours**

Les habitants de la cité GMS ne décolèrent toujours pas. Ils ont fermé mercredi, pour la troisième journée consécutive, les sièges de la daïra et de l'APC d'Akbou pour alerter les pouvoirs publics sur leurs dures conditions de vie qui perdurent depuis l'Indépendance dans cette cité de recasement de l'époque coloniale.

Depuis dimanche dernier, les services de l'APC et de la daïra d'Akbou sont totalement bloqués par quelque 200 familles habitant la cité «maudite» pour réclamer une énième fois l'accès à un logement décent pour leurs enfants.

Les protestataires entendent également faire pression sur le nouveau wali pour relancer le projet de construction des 176 logements sociaux à l'arrêt depuis plusieurs années.

Las et désespérés par toutes ces «promesses non tenues», les habitants de la cité GMS réclament «des solutions claires et immédiates» des autorités. Les manifestants espèrent enfin voir leurs préoccupations prises en charge par le nouveau wali de Béjaïa en vue de «réétudier» la décision d'annulation du programme de réalisation des 176 logements inscrits en 2000 et accélérer l'achèvement des travaux de construction des autres logements maintenus dans le même programme.

Un projet qui aurait été annulé par les autorités locales pour «non-conformité» de son assiette d'implantation alors que la réalisation des 40 logements maintenus dans le programme avait été confiée à une entreprise qui n'aurait pas, quant à elle, «respecté» les normes de construction en vigueur.

A. K.

SANTÉ

**Le ministère ferme
une clinique privée**

Une clinique privée vient d'être fermée à Béjaïa sur décision du département du ministère de la Santé, a-t-on appris.

Cette décision intervient suite à une opération de contrôle diligentée par une commission d'inspection dépêchée à Béjaïa par le département de Amar Tou, avons-nous appris. Selon les premières informations, la commission d'inspection reprocherait à la clinique privée «sa non-conformité au cahier des charges» du ministère de la Santé.

A. K.